

By All Means Necessary. How China's Resource Quest Is Changing the World, Elizabeth C. ECONOMY et Michael LEVI, 2014, New York, Oxford University Press, 279 p.

Jano Bourgeois

Volume 46, Number 1, March 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1033374ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1033374ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bourgeois, J. (2015). Review of [*By All Means Necessary. How China's Resource Quest Is Changing the World*, Elizabeth C. ECONOMY et Michael LEVI, 2014, New York, Oxford University Press, 279 p.] *Études internationales*, 46(1), 101–103.
<https://doi.org/10.7202/1033374ar>

dans un continent traditionnellement conservateur sur le sujet en particulier et l'égalité en général. De fait, le rôle des organisations de la société civile est indiscutablement mis en évidence dans l'étude de Heidi Nichols Haddad qui examine les multiples facettes de leur implication dans le renforcement des institutions judiciaires en rapport avec les droits humains devant les cours constitutionnelles, les tribunaux internationaux ou dans la littérature juridique. Ce tiers acteur participe de cette façon à l'expansion des droits de la personne dans le monde.

En somme, *Globalizing Human Rights* interpelle les chercheurs sur la justice globale, mais aussi tout acteur qui œuvre dans le domaine, sur la manière de théoriser le respect des droits humains à travers le monde. On a trop souvent insisté sur les lacunes de la gouvernance globale. Pour autant, il semble que celle-ci ne soit rien d'autre que le reflet des manquements des sociétés États à l'intérieur de leur propre sphère d'influence. La globalisation des droits mérite en effet d'être pensée plus sérieusement selon une approche *bottom-to-top* qui s'inscrirait dans la responsabilisation des États, à travers leurs structures politico-judiciaires, et la mobilisation tous azimuts des acteurs non étatiques et transétatiques. Par une recherche fort bien documentée, les auteurs de cet ouvrage nous en donnent une convaincante illustration.

Alain-Guy TACHOU SIPOWO
Faculté de droit de l'Université Laval,
Québec

ÉCONOMIE

By All Means Necessary. How China's Resource Quest Is Changing the World

*Elizabeth C. ECONOMY
et Michael LEVI, 2014, New York,
Oxford University Press, 279 p.*

Dans leur ouvrage, Elizabeth Economy et Michael Levi, tous deux *senior fellows* au Council on Foreign Relations (CFR), nuancent le débat sur la montée de la Chine comme puissance à la recherche de ressources naturelles, explorant la portée et les conséquences de cette expansion.

Prenant leurs distances des dérapages enthousiastes ou alarmistes, fréquents dans les médias, les auteurs offrent un portrait enrichi par une analyse détaillée et spécifique de plusieurs marchés globaux. Ces derniers seraient, dit-on, transformés par la montée de la Chine. La question de base consiste à rechercher comment la Chine transforme le monde dans cette quête de ressources, mais le livre ne se limite pas à ce seul sujet. On trouve une interrogation complémentaire, fort judicieuse : la Chine elle-même connaît-elle des transformations à travers ce processus ?

D'emblée, les auteurs affichent leurs couleurs : l'idée d'une Chine qui transforme radicalement les marchés des ressources naturelles et qui, à court terme, menace les équilibres géopolitiques relève plus du mythe que de la réalité. L'interaction chinoise avec les marchés mondiaux transforme la Chine elle-même tout autant, sinon davantage.

Ils constatent par exemple que, si la demande chinoise exerce une pression à la hausse sur les prix du pétrole et du cuivre, il en va autrement dans le cas du gaz naturel et de la bauxite. Cette différence reposerait sur la structure différente des deux marchés, ce qu'on ne peut comprendre si l'on veut simplifier et analyser « les marchés » comme un tout. Dans la perception populaire, la Chine agit sur les marchés mondiaux de manière unitaire, car ses entreprises sont partiellement contrôlées par l'État. Cette thèse est contredite par l'existence de la compétition entre les entreprises chinoises et par le manque de coordination entre les acteurs politiques et économiques.

L'ouvrage remet en cause d'autres mythes, dont ceux relatifs au pétrole. Par exemple, le pétrole extrait à l'étranger par des entreprises chinoises n'est pas envoyé directement en Chine. Elles le vendent plutôt sur les marchés mondiaux.

En ce qui a trait aux normes de responsabilité sociale et environnementale des entreprises chinoises, les auteurs avancent que l'interaction avec des firmes occidentales, avec pour objectif principal le transfert de technologie et d'expertise, expose les gestionnaires chinois à des standards plus élevés qui pourraient les influencer. Par contre, les conduites des entreprises chinoises outre-mer seraient déterminées avant tout par l'évolution des normes à ce sujet en Chine ainsi que du cadre légal, souvent laxiste, mis en place par les pays où a lieu l'exploitation. Selon les auteurs, les entreprises chinoises, ironiquement, paient un prix plus élevé

que les autres, en matière de réputation, parce que tout le monde se méfie d'elles. De ce fait, le gouvernement chinois – du moins officiellement – pousse ses entreprises à bonifier leurs pratiques dans ce domaine.

Concernant les impacts géopolitiques de cette quête de ressources, les auteurs distinguent les effets selon la distance des régions par rapport à la Chine. Les impacts dans les régions lointaines seraient minces, surtout à cause des limites à la projection de la puissance militaire chinoise. Les auteurs font le constat selon lequel la Chine, comme toutes les nations du monde, dépend encore des États-Unis pour la sécurisation des voies maritimes qui alimentent son commerce extérieur. Cependant, les impacts sont plus marqués sur les régions rapprochées, soit en Asie centrale, en Asie du Sud-Est continentale ou en mer de Chine méridionale et orientale. Cet état de fait pourrait mener à des conflits dans un horizon relativement rapproché.

Dans l'ensemble, les auteurs apportent une réponse bien documentée et nuancée à leurs deux questions principales, en particulier dans leur dimension économique. Ce faisant, ils soulèvent toutefois d'importantes questions contiguës auxquelles ils n'apportent pas de réponse. L'une porte sur la nature néocoloniale de la présence chinoise dans les pays en développement et sur l'impact potentiel sur leur vie politique et économique.

En effet, l'approche chinoise ne pose pas de conditions sur les « affaires internes » (par exemple la

gouvernance ou les droits humains) des pays où elle investit. De ce fait, cette approche pourrait-elle exercer un impact négatif sur leur croissance économique, à travers le mécanisme de la malédiction des ressources ? Question d'autant plus importante que la Chine tend à investir à l'étranger pour y extraire des ressources naturelles, puis vendre des biens manufacturés à ces pays. Elle imite ainsi le néocolonialisme économique « occidental » qui mène à des termes d'échanges peu avantageux pour les pays exportateurs de matières premières.

Le silence sur cette question montre que ce livre, écrit sous l'égide du Council on Foreign Relations, adopte une perspective très américaine sur le sujet. Ainsi, les auteurs explorent peu le point de vue des pays en développement.

Par ailleurs, si le portrait de la situation actuelle convainc, le lecteur s'interroge sur de potentielles mutations sociopolitiques en Chine. Par exemple, le déploiement de nouveaux armements ou une orientation plus agressive en politique étrangère pourraient transformer rapidement les équilibres géopolitiques mondiaux. En effet, rien ne dit que l'approche progressive et modérée du gouvernement chinois actuel se poursuivra si l'on assiste à la décroissance des asymétries de pouvoir entre la Chine et les États-Unis.

Jano BOURGEOIS
Collège Jean-de-Brébeuf
Montréal

HISTOIRE ET DIPLOMATIE

Relational, Networked and Collaborative Approaches to Public Diplomacy. The Connective Mindshift

Rhonda S. ZAHARNA, Amelia ARSENAULT et Ali FISHER (dir.), 2013, New York, Routledge, 240 p.

Publié dans le cadre de la série *Routledge Studies in Global Information, Politics and Society*, l'ouvrage présenté ici s'inscrit dans un courant continu d'études récentes sur la diplomatie publique et plus généralement sur la communication dans les relations internationales. Le livre vient très clairement s'inscrire dans le sillage de la « nouvelle diplomatie publique » (*New Public Diplomacy*) traitée en particulier par Jan Melissen dans ses travaux. L'idée centrale, celle d'une diplomatie publique faite de réseaux et de connexions, semble tout autant une incitation faite aux praticiens qu'une analyse scientifique des phénomènes observables dans la diplomatie publique actuelle. Les praticiens sont invités à considérer l'importance des réseaux, de la collaboration, de l'ouverture et à passer d'une diplomatie publique instrumentale, unidirectionnelle, hiérarchique à une diplomatie publique dont le cœur serait la relation pacifiée avec l'autre, l'investissement dans les relations internationales d'acteurs non étatiques et l'adaptation à un système international plus éclaté, moins hiérarchisé. La valeur scientifique de cette approche relationnelle est analysée, mais elle est aussi érigée en impératif normatif pour les praticiens.